

MARCHE PUBLIC DE TRAVAUX

Maître d'ouvrage :

COMMUNE DE LE BONO

Place Joseph Le Clanche – BP 1
56400 LE BONO

Objet de l'opération :

Réhabilitation – Extension de l'école des filles en médiathèque

REGLEMENT DE CONSULTATION (R.C.)

Date et heure limites de réception des offres :

28 juin 2017 à 12 Heures

1. OBJET DE LA CONSULTATION

Le présent appel d'offres concerne l'exécution des travaux nécessaire à la

Réhabilitation – Extension de l'école des filles en médiathèque
Commune de LE BONO

2. CONDITIONS DE LA CONSULTATION

2.1 Etendue de la consultation et mode d'appel d'offres

Marché passé selon une procédure adaptée en application de l'ordonnance n° 2015-899 du 23 juillet 2015 relative aux marchés publics et du décret n°2016-360 du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics

2.2 Maître d'ouvrage

Le maître d'ouvrage est :

COMUNE DE LE BONO

Place Joseph Le Clanche – BP 1
56400 LE BONO

2.3 Maîtrise d'œuvre

La maîtrise d'œuvre est assurée par :

ATELIER RIGUIDEL ARCHITECTES

4 rue du Couvent
56410 ETEL
Tél 09 61 38 11 95
E-mail : riguidel.architectes@orange.fr

ARMOR ECONOMIE

12, Impasse Royer Dubail
BP 10827
56108 LORIENT Cedex
Tél. : 02 97 21 09 18 - Fax : 02 97 21 63 02
E-mail : armor.eco@armor-economie.com

ABI STRUCTURE

Zone de Parc Lann
6, rue Marcellin Berthelot – 56000 VANNES
Tél. : 02 97 63 63 63
E-mail : contact@abi-structure.fr

AERIUS

2, allée des Courreaux
Parc de Keroudan
56270 PLŒMEUR
Tél. : 02 97 86 08 70
E-mail : contact-aerius@orange.fr

2.4 Décomposition en tranches et en lots.

LOT N°01 - DESAMIANPAGE - DEPLOMBAGE
LOT N°02 - DEMOLITIONS - GROS-OEUVRE
LOT N°03 - CHARPENTE BOIS
LOT N°04 - COUVERTURE
LOT N°05 - MENUISERIES EXTERIEURES - STORES
LOT N°06 - MENUISERIE INTERIEURE
LOT N°07 - CLOISONS SECHES - ISOLATION
LOT N°08 - PLAFONDS SUSPENDUS
LOT N°09 - REVETEMENTS DE SOLS - FAIENCE
LOT N°10 - PEINTURE
LOT N°11 - ELECTRICITE
LOT N°12 - PLOMBERIE CHAUFFAGE
LOT N°13 - MONTE LIVRES

2.5 Retrait du dossier de consultation

En application de l'article 39 n° 2016-360 du décret du 25 mars 2016 relatif aux marchés publics, les soumissionnaires auront la possibilité de télécharger gratuitement les documents dématérialisés du dossier de consultation des entreprises, documents et renseignements complémentaires ainsi que l'avis d'appel public à la concurrence via le site internet [http : /www.e-megalisbretagne.org/](http://www.e-megalisbretagne.org/) sur la page entreprise. En cas de difficultés pour télécharger les documents et/ou remettre l'offre sur la plateforme, les candidats pourront s'adresser à l'assistance téléphonique de la plateforme au 0 820 20 77 43 (conditions sur le site web [http : //www.e-megalisbretagne.org/](http://www.e-megalisbretagne.org/)).

Conseils aux candidats : le téléchargement des documents de consultation est libre. Cependant, le candidat est invité à renseigner le nom de l'organisme soumissionnaire, le nom de la personne physique correspondante et une adresse électronique afin qu'il puisse bénéficier de toutes les informations complémentaires diffusées lors du déroulement de la consultation, notamment les éventuelles précisions ou report de délais.

Le candidat ne pourra porter aucune réclamation s'il ne bénéficie pas de toutes les informations complémentaires diffusées par la plateforme de dématérialisation lors du déroulement de la présente consultation en raison d'une erreur qu'il aurait faite dans la saisie de son adresse électronique, en cas de non identification de la personne lors du téléchargement, en cas de non indication de la dite adresse électronique, ou en cas de suppression de la dite adresse électronique. Il est recommandé à tout candidat de consulter régulièrement la plateforme afin de s'assurer qu'il bénéficie bien des dernières modifications éventuelles.

2.6 Contrôle technique

L'ouvrage à réaliser est soumis au contrôle technique prévu par la loi du 4 janvier 1978 relative à la responsabilité et à l'assurance dans le domaine de la construction. La mission de contrôle technique est assurée par le bureau VERITAS – Porte Océane II – Rue du Danemark – BP 90904 - 56404 AURAY
Tél 02 97 37 25 99

2.7 Mesures concernant la sécurité et la protection de la santé

Les prestations, objet de la présente consultation, relèvent du niveau III de coordination en matière de sécurité et de protection de la santé.

Les entreprises sont tenues de remettre au coordonnateur SPS, un Plan Particulier de Sécurité et de Protection de la Santé simplifié.

2.8 Ordonnancement, pilotage et coordination

L'Ordonnancement, Pilotage, Coordination est assurée par l'agence RIGUIDEL Architecte. Délai d'exécution
Le délai d'exécution est fixé dans l'acte d'engagement (A.E.) et ne peut en aucun cas être changé.

2.9 Modifications de détail au dossier de consultation

Le Maître de l'ouvrage se réserve le droit d'apporter, au plus tard six (6) jours avant la date limite de remise des offres, des modifications de détail au dossier de consultation. Les candidats doivent alors répondre sur la base du dossier modifié sans pouvoir élever aucune réclamation à ce sujet.

Si pendant l'étude du dossier par les candidats, la date limite de remise des offres est reportée, la disposition précédente est applicable en fonction de cette nouvelle date.

2.10 Délai de validité des offres

Le délai de validité des offres est fixé à cent vingt (120) jours à compter de la date limite de remise des offres.

2.11 Propriété intellectuelle des projets

Les propositions techniques présentées par les entreprises demeurent leur propriété intellectuelle.

2.12 Dispositions relatives aux travaux intéressant la défense

Sans objet.

2.13 Passation éventuelle d'un marché de reconduction

Sans objet

2.14 Garantie particulière pour matériaux de type nouveau :

Si les candidats proposent, dans leurs offres, d'employer des matériaux et fournitures de type nouveau, le Maître d'Ouvrage se réserve le droit d'introduire dans le cahier des clauses administratives particulières (C.C.A.P.) la clause suivante :

- « l'entrepreneur garantit le Maître d'Ouvrage contre la mauvaise tenue des matériaux et fournitures mis en œuvre sur sa proposition :
- liste des matériaux et fournitures
 - durée de la garantie proposée par l'entreprise.

3. PRESENTATION DES OFFRES

3.1 Présentation de l'offre

Pièces de l'offre :

Les offres des concurrents seront entièrement rédigées en langue française et exprimées en EURO. Si les offres des concurrents sont rédigées dans une autre langue, elles doivent être accompagnées d'une traduction en français; cette traduction doit concerner l'ensemble des documents remis dans l'offre.

3.1.1 Documents à produire

Chaque candidat aura à produire un dossier complet comprenant les pièces suivantes, datées et signées par lui. Il peut également utiliser les formulaires DC1 (lettre de candidature) et DC2 (déclaration du candidat) ou le Document Unique de Marché Européen (DUME) pour présenter sa candidature. Ces documents sont disponibles gratuitement sur le site www.economie.gouv.fr.

Pièces de la candidature :

Les renseignements concernant la situation juridique de l'entreprise tels que prévus à l'article 48 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration sur l'honneur pour justifier que le candidat n'entre dans aucun des cas des interdictions de soumissionner, et notamment qu'il est en règle au regard des articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du code du travail concernant l'emploi des travailleurs handicapés ;
- Renseignements sur le respect de l'obligation d'emploi mentionnée aux articles L. 5212-1 à L. 5212-11 du Code du travail ;

Les renseignements concernant la capacité économique et financière de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration concernant le chiffre d'affaires global et, le cas échéant, le chiffre d'affaires concernant les travaux objet du contrat, portant au maximum sur les trois derniers exercices disponibles en fonction de la date de création de l'entreprise ou du début d'activité de l'opérateur économique, dans la mesure où les informations sur ces chiffres d'affaires sont disponibles ;
- Déclaration appropriée de banques ou, le cas échéant, preuve d'une assurance pour les risques professionnels ;

Les renseignements concernant les références professionnelles et la capacité technique de l'entreprise tels que prévus à l'article 44 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016 :

- Déclaration indiquant les effectifs moyens annuels du candidat et l'importance du personnel d'encadrement pour chacune des trois dernières années ;
- Liste des travaux exécutés au cours des cinq dernières années, appuyée d'attestations de bonne exécution pour les travaux les plus importants. Ces attestations indiquent le montant, l'époque et le lieu d'exécution des travaux et précisent s'ils ont été effectués selon les règles de l'art et menés régulièrement à bonne fin ;
- Description de l'équipement technique, des mesures employées par l'opérateur économique pour s'assurer de la qualité et des moyens d'étude et de recherche de son entreprise ;
- Indication des techniciens ou des organismes techniques, qu'ils soient ou non intégrés au candidat, en particulier de ceux qui sont responsables du contrôle de la qualité et auquel le candidat pourra faire appel pour l'exécution de l'ouvrage ;

Pour justifier des capacités professionnelles, techniques et financières d'autres opérateurs économiques sur lesquels il s'appuie pour présenter sa candidature, le candidat produit les mêmes documents concernant cet opérateur économique que ceux qui lui sont exigés par le pouvoir adjudicateur. En outre, pour justifier qu'il dispose des capacités de cet opérateur économique pour l'exécution des prestations, le candidat produit un engagement écrit de l'opérateur économique.

Pièces de l'offre :

- L'acte d'engagement (A.E.) et ses annexes : daté et signé.
- La décomposition du prix global forfaitaire datée et signée
- Les DQE des lots datés et signés
- Le CCTP daté et signé
- Un mémoire technique comprenant la méthodologie, les moyens organisationnels, les dispositions environnementales et les fiches techniques « produit » propres à l'opération.
- Le planning prévisionnel des travaux daté et signé
- L'attestation de visite

Le dossier sera transmis au moyen d'un pli contenant les pièces de la candidature et de l'offre.

4. SELECTION DES CANDIDATURES ET JUGEMENT DES OFFRES

La sélection des candidatures et le jugement des offres seront effectués dans le respect des principes fondamentaux de la commande publique.

Les critères retenus pour le jugement des offres sont pondérés de la manière suivante :

| <i>Critères et sous-critères</i> | <i>Pondération</i> |
|---|--------------------|
| Critère : Prix des prestations | 40% |
| Critère : Valeur technique | 60% |
| Qualité et soin apportés dans la rédaction de l'offre | 10 % |
| Moyens, matériel, équipements spécifiques | 15 % |
| Moyens humains prévus | 20 % |
| Moyens environnementaux | 15 % |

Dans le cas où des erreurs purement matérielles (de multiplication, d'addition ou de report) seraient constatées dans l'offre du candidat, l'entreprise sera invitée à confirmer l'offre rectifiée ; en cas de refus, son offre sera éliminée comme non cohérente.

Le pouvoir adjudicateur se réserve la possibilité de négocier avec les soumissionnaires. Toutefois, il se donne également le droit d'attribuer un marché sur la base des offres initiales sans négociation.

L'attention des candidats est attirée sur le fait que toute offre incomplète, méconnaissant la législation en vigueur ou excédant les crédits budgétaires alloués au contrat pourra être régularisée à l'issue de la négociation, à condition qu'elle ne soit pas anormalement basse.

Le ou les candidats retenus produisent les certificats et attestations de l'article 51 du Décret n°2016-360 du 25 mars 2016. Le délai imparti par le pouvoir adjudicateur pour remettre ces documents ne pourra être supérieur à 10 jours.

Une attestation d'assurance décennale devra également être produite dans le même délai.

5. CONDITIONS D'ENVOI ET DE REMISE DES PLIS

5.1 – Transmission sur support papier

Les candidats transmettront leur offre sous pli cacheté portant les mentions :

Offre pour :
REHABILITATION EXTENSION DE L'ECOLE DES FILLES EN MEDIATHEQUE LE BONO

Lot :
NE PAS OUVRIR AVANT LA SEANCE

Ce pli doit contenir dans une seule enveloppe, les pièces définies dans le présent document et devra être remis contre récépissé ou, s'il est envoyé par la poste par pli recommandé avec avis de réception postal, parvenir à destination avant la date et l'heure limites de réception des offres indiquées sur la page de garde du présent document et ce, à l'adresse suivante :

Monsieur Le Maire de LE BONO

Place Joseph Le Clanche – BP 1
56400 LE BONO

Le dossier peut être remis à l'adresse physique de la Mairie de LE BONO

Place Joseph Le Clanche – BP 1
56400 LE BONO

Les dossiers qui seraient remis ou dont l'avis de réception serait délivré après la date et l'heure limite fixées ci-dessus ainsi que ceux remis sous enveloppe non cachetée, ne seront pas retenus et seront renvoyés à leurs auteurs.

5.2 – Transmission par voie électronique

Les candidats peuvent transmettre leurs documents par voie électronique sur le profil acheteur du pouvoir adjudicateur, à l'adresse URL suivante : <https://www.megalisbretagne.org>.

En revanche, la transmission des documents sur un support physique électronique (CD ROM, clé usb...) n'est pas autorisée.

Le choix du mode de transmission est global et irréversible. Les candidats doivent appliquer le même mode de transmission à l'ensemble des documents transmis au pouvoir adjudicateur.

La transmission des plis, vivement souhaitée est un seul dossier contenant :

- Un sous-dossier intitulé « candidature » contenant tous les fichiers permettant d'analyser la recevabilité de la candidature.
- Un sous-dossier intitulé « offre » contenant les fichiers permettant d'analyser l'offre du candidat.

Chaque transmission fera l'objet d'une date certaine de réception et d'un accusé réception électronique. A ce titre, le fuseau horaire de référence est celui de (GMT+01 :00) Paris, Bruxelles, Copenhague, Madrid. Le pli sera considéré « hors délai » si le téléchargement se termine après la date et l'heure limites de réception des offres.

Si une nouvelle offre est envoyée par voie électronique par le même candidat, celle-ci annule et remplace l'offre précédente qui ne sera pas ouverte. Le candidat en sera avisé.

Selon les modalités fixées à l'article 41 III du décret n° 2016-360 du 25 mars 2016, le pli peut être doublé d'une copie de sauvegarde transmise dans les délais impartis, sur support physique électronique ou sur support papier. Cette copie est transmise sous pli scellé et comporte obligatoirement la mention « copie de sauvegarde » ainsi que le nom du candidat et l'identification de la procédure concernée.

La maîtrise d'ouvrage encourage fortement toutes les opérateurs économiques souhaitant déposer une offre électronique à utiliser en priorité les outils mis à disposition sur la plateforme Mégalis Bretagne.

Dans le cas où l'opérateur économique souhaiterait utiliser un format électronique différent de ceux acceptés par la plateforme, il est exigé que celui-ci transmette, dans son offre, le mode d'emploi permettant de procéder aux vérifications nécessaires. Ce mode d'emploi devra contenir les informations suivantes :

- La procédure permettant la vérification de la validité de la signature.
- L'adresse du site internet du référencement du prestataire par le pays d'établissement ou, à défaut, les données publiques relatives aux certificats du signataire, qui comportent, au moins, la liste de révocation et le certificat du prestataire de services de certification électronique émetteur.

Le niveau de sécurité exigé, conformément à l'ordonnance n° 2005 1516 du 8 décembre 2005 est celui de la plateforme Mégalis Bretagne : <https://marches.megalisbretagne.org>.

Tous les documents qui doivent être signés manuscritement dans le cadre de la présente consultation devront être signés électroniquement. Le format de la signature devra être conforme au référentiel général d'interopérabilité et au format XAdES, CAdES ou PAdES. La seule signature du pli n'emporte pas valeur d'engagement du candidat.

Conseil aux candidats :

Les candidats peuvent obtenir tous les renseignements nécessaires concernant la signature électronique sur le site internet de la Direction de la compétitivité, de l'industrie et des services ou sur l'adresse suivante : <http://www.dgcis.gouv.fr/secteurs-professionnels/economie-numerique/securite-et-transaction>

6. RENSEIGNEMENTS COMPLEMENTAIRES

Pour obtenir tous les renseignements complémentaires qui leur seraient nécessaires au cours de leur étude, les candidats devront faire parvenir au plus tard 12 (douze) jours avant la date limite de remise des offres, une demande écrite à :

Renseignements techniques :

ATELIER RIGUIDEL ARCHITECTES

4 rue du Couvent

56410 ETEL

Tél 09 61 38 11 95

E-mail : riguidel.architectes@orange.fr

Renseignements administratifs :

MAIRIE DE LE BONO

Place Joseph Le Clanche – BP 1

56400 LE BONO